

Les critères de choix de la structure d'une entreprise

Au moment de fonder son entreprise, le créateur doit opter pour le statut juridique le plus adapté à l'encadrement légal de son projet. Avant de choisir concrètement son statut, voire de le faire évoluer au fur et à mesure de la croissance de l'entreprise, le créateur doit s'interroger sur ses motivations personnelles, patrimoniales, sociales et fiscales.

1 Les motivations liées à la personnalité du dirigeant

A Le but recherché

La création d'une organisation peut être :

- à **finalité non lucrative** : son ou ses créateur(s) ne cherche(nt) pas à tirer un profit pécuniaire mais à promouvoir une activité (association...) ou améliorer le sort de ses membres (coopérative, GIE...);
- à **finalité lucrative** : le but de l'activité est de dégager un bénéfice afin de constituer un revenu pour son créateur (société, entreprise individuelle...).

Définition

GIE (groupement d'intérêt économique) : regroupement d'entreprises préexistantes dont le but est de « faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres ».

B La volonté de s'associer

- Tout d'abord, il ne faut pas confondre le **nombre de propriétaires** avec le **nombre de personnes qui travaillent** dans l'entreprise. Par exemple, un entrepreneur individuel peut embaucher des salariés : il y a bien un seul propriétaire et plusieurs employés.
- Le créateur d'entreprise doit donc s'interroger : sera-t-il l'« **unique maître à bord** », en portant seul le pouvoir, la responsabilité et les risques ? Doit-il **s'associer avec d'autres dirigeants** : par nécessité, car il ne dispose pas à lui seul des ressources nécessaires à son projet ? Par recherche de complémentarités avec les compétences et personnalités d'autres potentiels dirigeants ?

2 Les raisons liées à la protection et à la fiscalité du créateur

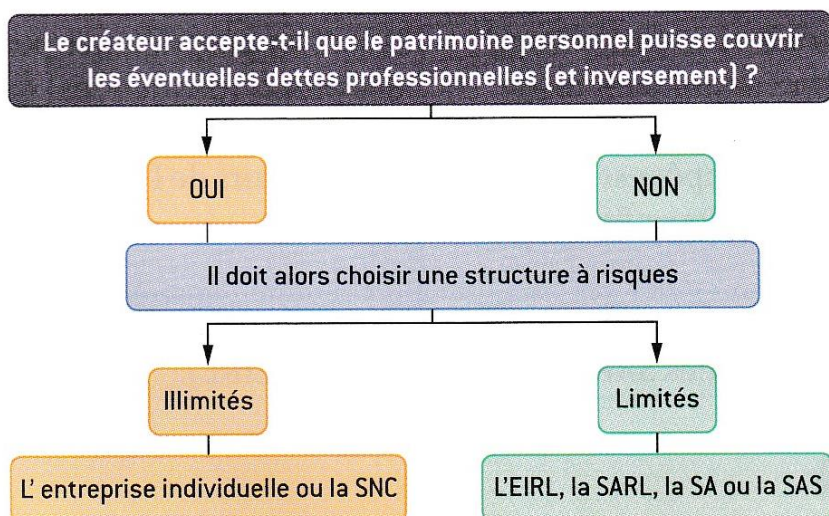
A La protection du patrimoine

■ Le créateur d'une entreprise est, quasi généralement, une **personne physique** qui possède un patrimoine, c'est-à-dire une « enveloppe » incluant tous les éléments possédés ou dus, à condition que ces éléments aient une valeur **pécuniaire**. Ce patrimoine se compose de l'**actif** (ce que la personne possède) et d'un **passif** (ce que la personne doit). Selon le choix juridique retenu, le patrimoine personnel du créateur sera plus ou moins exposé aux aléas de l'activité de l'entreprise.

Définition

Pécuniaire : qui est évaluable en argent (un meuble). Le droit de vote est un exemple de prérogative sans valeur pécuniaire, il est dit « extra-patrimonial ».

■ Deux situations sont donc possibles :



Exemples

- ▶ Un créancier demande la saisie d'un bien personnel (voiture) pour payer une facture professionnelle (matières premières) : le patrimoine personnel couvre une dette professionnelle.
- ▶ Un créancier personnel (personne réclamant une pension alimentaire impayée) demande la saisie d'un bien professionnel (un véhicule de fonction) : le patrimoine professionnel couvre une dette personnelle.

■ Cette question du patrimoine doit également être posée en fonction du **régime matrimonial du créateur** : si ce dernier ne prévoit pas de dissocier les biens des 2 époux, cela signifie que les biens personnels du couple peuvent répondre des dettes professionnelles, et non seulement les biens personnels du seul créateur.

■ Dans le cas de l'entrepreneur individuel, une importante mesure de protection existe depuis le 7 août 2015 : la **résidence principale** d'un entrepreneur individuel **ne peut plus faire l'objet d'une saisie immobilière** par ses créanciers pour ses dettes professionnelles. Auparavant, l'entrepreneur pouvait protéger sa résidence principale mais en effectuant au préalable une **déclaration d'insaisissabilité** devant un notaire.

B Le régime fiscal

Le créateur d'entreprise a choisi un but lucratif car il espère réaliser des **bénéfices**. Ces derniers sont soumis à un impôt. Deux cas sont possibles :

Les propriétaires perçoivent les bénéfices, en général des BIC (bénéfices industriels et commerciaux) et les intègrent dans l'**assiette** de calcul de leur **impôt sur le revenu**. Le montant de l'impôt est alors très variable : taille du foyer fiscal, autres ressources...

Exemples : entreprise individuelle, EURL, SNC, certaines SARL.

L'entreprise est une société qui paie son propre **impôt sur les sociétés** (IS) et les propriétaires perçoivent des profits (dividendes) qui forment un revenu du patrimoine imposé à son tour lors de l'impôt sur le revenu.

Exemples : SA, SAS, SARL (certaines EURL et EIRL).

Définition

Assiette d'imposition : montant sur lequel s'applique un taux d'impôt.
Par exemple, le prix HT d'un produit est l'assiette à laquelle s'applique le taux de TVA.

Remarque

Avec la disparition du régime social des indépendants (RSI) au 1^{er} janvier 2018, le régime social n'est plus un critère de choix de la structure juridique puisque ne subsiste que le régime général de la Sécurité sociale.